

MARCHE DE SERVICES

**ETUDE DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR
AU DROIT DE LA NAPPE DE L'AYROULE – FOIX (ARIEGE)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P.**

Marché N° 2025 0022 00

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Marché à procédure adaptée (MAPA)
En application des articles L 2123-1 1° et R2124-1 du Code de la Commande Publique (CCP)

SOMMAIRE

Article 1 : Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Procédure de passation et forme du marché	4
1.3. Allotissement	4
1.4. Prestations similaires	4
1.5. Durée du marché	5
Article 2 : Identification de la personne publique contractante	5
2.1. Nom et adresse de l'institution	5
2.2. Pouvoir Adjudicateur	5
2.3. Point de contact	5
Article 3: Pièces constitutives du marché	6
Article 4 : Dispositions environnementales	6
Article 5 : Prix du marché	6
5.1. Forme et contenu des prix	6
5.2. Révision des prix	7
5.2.1 : Nature et contenu des prix	7
5.2.2 : Révision des prix	7
5.3 : Clause de réexamen	8
Article 6 : Bons de commande	9
6.1. Bons de commandes	9
6.1.1 Etablissement des bons de commande	9
6.1.2 Modification des bons de commande	9
6.1.3 Suspension de commande	9
6.1.4 Interruption du bon de commande	10
6.1.5. Délai d'exécution des bons de commande	10
Article 7 : Modalités de facturation et de règlement	10
7.1. Facturation des prestations	10
7.2. Mode de règlement	11

7.3. Délais de paiement	11
7.4. Avances	11
7.5. Paiement direct des sous-traitants	12
7.6. Paiement des co-traitants	12
Article 8 : Obligations du Titulaire	12
8.1. Généralités.....	12
8.2. Obligations de résultat, de conseil et de qualité	13
8.3. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	14
8.4. Obligations de discrétion, de sécurité et en matière de communication	14
8.5. Traitement de données à caractère personnel	14
8.6. Assurances.....	15
8.7. Sous-traitance.....	15
8.8 : Clause relative à la laïcité et la neutralité du service public	15
Article 9 : Suivi de l'exécution du marché	16
9.1. Information sur le suivi du marché	16
9.2. Opérations de vérification - constatation de l'exécution des prestations.....	16
9.3. Pénalités.....	17
Article 10 : Modifications du marché.....	18
10.1. Modification des caractéristiques administratives et juridiques de l'entreprise titulaire	18
10.2. Modification des caractéristiques techniques du marché.....	18
Article 11 : Résiliation du marché	19
11.1. A l'initiative du Titulaire	19
11.2. A l'initiative de l'ARS Occitanie	19
Article 12 : Langue	20
Article 13: Règlement des litiges.....	20
Article 14 : Dispositions dérogatoires au CCAG-FCS.....	21

Article 1 : Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'étude de la qualité de l'air intérieur dans des habitations au droit de la nappe de l'Ayroule (Département de l'Ariège - Foix).

1.2. Procédure de passation et forme du marché

Forme du marché	Accord-cadre de prestations de services
Type de l'accord-cadre	Mono-attributaire, à bons de commande (art. L. 2125-1 1° du Code de la commande publique)
Minimum ou maximum	Sans minimum. Maximum de 89 000 € HT pour la durée totale du marché Le montant maximum : le montant maximum indiqué ne correspond pas à un engagement de commandes. En effet, il détermine la limite supérieure des obligations susceptibles d'être mises à la charge du titulaire par le biais des bons de commande. Si ce seuil est atteint en cours d'exécution, le marché devient automatiquement caduc et le pouvoir adjudicateur doit passer un nouveau marché.
Montant estimatif	59 000 € HT / 70 800 € TTC (TVA 20 %) pour la durée totale du marché. Le montant estimatif non contractuel est évalué par le pouvoir adjudicateur au regard de ses besoins et de sa connaissance du marché.
Procédure	Marché à procédure adaptée en application des articles L 2123-1 1° et R2124-1 du Code de la Commande Publique (CCP)
Type de prix	Prix unitaires exprimés en Euros, hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC). Quantités estimatives non contractuelles : cf. onglet DQE de l'annexe financière
Tranches	Non
Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	Non
Variantes	Non autorisées

1.3. Allotissement

Le marché n'est pas alloti. L'unité technique du dispositif demandé ne permet pas l'identification de prestations distinctes et un allotissement géographique n'est pas pertinent en l'espèce.

1.4. Prestations similaires

L'ARS Occitanie se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

1.5. Durée du marché

Durée initiale du marché	A compter de la notification (notification prévisionnelle : 01/12/2025) au 31/05/2027 (soit 18 mois)
Date de lancement d'exécution	A compter de la notification, sur émission d'un bon de commande
Reconductible	Oui
Nombre de reconductions possibles	1 reconduction
Durée de chaque reconduction	Période de 10 mois à compter du 01/06/2027 jusqu'au 31/03/2028
Type de reconduction	Tacite. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en avise le Titulaire au plus tard deux mois avant l'échéance du marché par tout moyen conférant date certaine de réception. Il n'est versé au Titulaire aucune indemnité en cas de non reconduction du marché. Le Titulaire n'a pas la faculté de refuser la reconduction.
Durée maximale du marché	28 mois maximum, soit au plus tard jusqu'au 31/03/2028
Durée de validité d'un bon de commande	La durée de validité d'un bon de commande pourra excéder celle de la durée du marché public dans la limite de trois mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration du marché public. Aucun bon de commande ne pourra être émis après l'échéance du marché public.

Article 2 : Identification de la personne publique contractante

2.1. Nom et adresse de l'institution

Agence Régionale de Santé Occitanie
26-28 Parc-Club du Millénaire
1025, Rue Henri Becquerel
CS 30001
34067 Montpellier Cedex 2

L'ARS Occitanie :

- est un établissement public de l'Etat à caractère administratif,
- de catégorie : Etablissement public national,
- avec une activité principale : Santé.

2.2. Pouvoir Adjudicateur

Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général, nommé par décret en Conseil des ministres du 20 avril 2022.

2.3. Point de contact

Correspondant : Mme Céline ALQUIER
Téléphone : 05 34 30 27 34 / 07 61 43 71 29
Courrier électronique : ars-oc-dfm-achats@ars.sante.fr
Adresse Internet : <https://www.occitanie.ars.sante.fr>
Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3: Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché, qui en cas de dispositions contradictoires prévalent dans l'ordre décroissant, sont les suivantes :

- 1) l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- 2) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes,
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes,
- 4) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG – FCS), arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO le 1^{er} avril 2021),
- 5) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- 6) l'offre technique et financière du Titulaire.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le Titulaire préalablement à la signature du marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les exemplaires des pièces contractuelles du marché détenu par le pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Par dérogation aux articles 4.2.1. et 4.2.2. du CCAG FCS, seule sera notifiée au Titulaire du marché la copie de l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes. L'ARS Occitanie délivrera ultérieurement un certificat de cessibilité de créance sur demande écrite du Titulaire.

Article 4 : Dispositions environnementales

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre prévoit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable. Ces conditions d'exécution sont précisées dans l'article 3.4 du CCTP.

Le Titulaire fournit un rapport annuel sur les actions environnementales menées dans le cadre de l'exécution des prestations. Le Titulaire établit un rapport annuel sur les actions environnementales menées dans le cadre de l'exécution des prestations. Le bilan de l'année N-1 est transmis chaque année au plus tard le 31/03 de l'année N.

Article 5 : Prix du marché

5.1. Forme et contenu des prix

Les prix mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement ATTRI1 sont des prix unitaires exprimés en Euros, hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations, notamment :

- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations,
- les frais de main d'œuvre,
- les frais de fournitures et les moyens nécessaires à la réalisation des prestations,

- les frais d'assurance,
- les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu.

5.2. Révision des prix

5.2.1 : Nature et contenu des prix

L'unité monétaire applicable au présent accord-cadre est l'Euro.

Les prix de référence de l'accord-cadre sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement. Les prix initiaux sont des prix unitaires appliqués aux quantités commandées et livrées, chaque prix comprenant de manière forfaitaire toutes les prestations nécessaires à l'exécution de la prestation concernée.

Ces prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Le règlement de la TVA est effectué aux taux en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix des prestations mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Les prix sont notamment réputés inclure :

- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations,
- les frais de main d'œuvre,
- les frais de fournitures et les moyens nécessaires à la réalisation des prestations,
- les frais de déplacement et d'hébergement,
- les frais afférents à l'assurance,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre,
- les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Pour chaque commande, les prix applicables sont ceux en vigueur au jour de l'émission de la commande.

5.2.2 : Révision des prix

Les prix de référence s'entendent comme les prix pratiqués en vertu des indices de référence au mois précédent la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Ces prix, tels qu'indiqués à l'annexe financière de l'acte d'engagement, sont maintenus de la notification de l'accord-cadre au 31 mai 2027, soit durant la 1^{ère} période du marché.

Par la suite, en cas de reconduction, ces prix sont révisés conformément aux dispositions prévues ci-dessous.

Formule de révision

Les prix sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P_{n-1} [0,15 + 0,55 (S / S_{n-1}) + 0,30 (FSD3 / FSD3_{n-1})]$$

P = prix de la prestation révisée,

P_{n-1} = prix précédent,

S = dernier indice Syntec connu lors de la révision de prix

S_{n-1} = dernier indice Syntec connu utilisé lors de la révision précédente,

$FSD\ 3$ = dernier indice "frais et services divers" connu lors de la révision de prix,

FSD 3n-1 = dernier indice "frais et services divers" connu utilisé lors de la révision précédente.

Les indices sont publiés par l'INSEE et sont consultables sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763856?idbank=001763856>

Si un indice de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait en appliquant le coefficient de raccordement établi par l'INSEE à cet effet.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les indices pris en compte sont ceux utilisés lors de la révision précédente (indice de base) et les derniers indices connus et publiés à la date de révision des prix.

Les prix révisés sont arrondis au centième d'euros le plus proche.

Clause de sauvegarde

Si les prix résultant de l'application de la formule de révision entraînent une augmentation des prix supérieure à 3% par rapport à l'année précédente, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité pour la partie du marché restant à exécuter.

Modalités de réalisation de la révision

La révision des prix est effectuée un mois avant la date anniversaire de renouvellement du marché.

Le Titulaire procède au calcul de la révision par application de la formule de révision et mentionne les éléments retenus pour la révision des prix (mois et années de référence, valeur de l'indice correspondant, détail des calculs intermédiaires...).

Ces informations sont envoyées par le Titulaire au pouvoir adjudicateur au 01/05/2027 au courriel suivant : ars-oc-dfm-achats@ars.sante.fr.

A défaut de transmission dans ce délai par le Titulaire, les prix applicables à compter du 01/06/2027 jusqu'au 31/03/2028 sont ceux pratiqués lors de la période précédente.

Les prix révisés sont notifiés au Titulaire par ARS Occitanie et viendront mettre à jour l'annexe financière de l'acte d'engagement. Ils sont applicables à compter du 01/06/2027 sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, la révision de prix n'affecte pas les bons de commandes notifiés avant la date d'application des nouveaux prix.

5.3 : Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Article 6 : Bons de commande

L'exécution des prestations donne lieu à l'émission de bons de commande signés par le représentant de l'ARS Occitanie.

Ils sont transmis au Titulaire par télécopie, courriel ou via la plateforme Place.

6.1. Bons de commandes

6.1.1 Etablissement des bons de commande

Les bons de commandes seront émis pour toutes les prestations exceptionnelles (animations complémentaires). Chaque bon de commande contient les mentions suivantes :

- un numéro de bon de commande,
- la date d'émission,
- la référence au présent marché,
- l'identification du Titulaire,
- la description de la prestation,
- le prix total HT et TTC,
- la durée et le délai d'exécution,
- le nom de la personne référente au sein de l'ARS Occitanie,
- la qualité du signataire de la commande.

6.1.2 Modification des bons de commande

Après émission d'une commande, le pouvoir adjudicateur peut modifier les prestations correspondantes en émettant un bon de commande rectificatif.

Dans l'hypothèse où la modification de la commande entraîne une réduction du champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du démarrage de l'exécution de la (ou les) commande(s) correspondant(s) jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le Titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'une commande ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

6.1.3 Suspension de commande

Après émission d'une commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut :

- soit autoriser la reprise de l'exécution de la commande ayant fait l'objet d'une suspension,
- soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, une commande rectificative portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des commandes suspendues,
- soit interrompre la commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

6.1.4 Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le Titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

6.1.5. Délai d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution des prestations commandées doit être conforme aux délais mentionnés sur le bon de commande ou dans le CCTP.

En tout état de cause les délais d'exécution des bons de commande ne pourront être supérieurs à trois (3) mois au-delà du terme du marché.

Article 7 : Modalités de facturation et de règlement

7.1. Facturation des prestations

La facturation est établie conformément aux prix prévus dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée via le portail Chorus-Pro (<https://chorus-pro.budget.gouv.fr>) conformément aux dispositions :

- De l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique
- Du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique codifiant dans le code de la commande publique le décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 relatif à la facturation électronique
- De l'arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les codes de facturation pour Chorus-Pro sont les suivants :

- SIRET facturation : 130 008 048 00147
- Pour les prestations courantes de restauration
 - . Code EJ : 2025 0022 00
 - . Code service : ARS34ANNEX

Ces factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification de l'organisme ;
- l'identification de la société (nom, adresse, numéro SIRET, et numéro d'inscription au registre du commerce ou des métiers) ;
- le numéro et date du marché ;
- le numéro de l'ordre de service ou du bon de commande ;
- le service gestionnaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de cotraitance : La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la demande de paiement à lui payer directement.

7.2. Mode de règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Les retenues dont le Titulaire serait redevable à titre de pénalités seront déduites du montant H.T. de la facture correspondante.

Le paiement s'effectuera par virement bancaire sur le compte courant du Titulaire.

7.3. Délais de paiement

Le paiement des sommes dues interviendra au plus tard 30 jours après la réception de la facture par les services de l'ARS Occitanie concernés ou réception de la prestation si elle est postérieure.

En vertu des articles L 2192-12 et suivants du code de la commande publique, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux bénéfices du Titulaire.

7.4. Avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Les dispositions du décret n°2020-1261 du 15 octobre 2020 simplifiant les conditions d'exécution financières des marchés publics et supprimant le plafonnement des avances à 60 % s'appliquent.

Conformément aux articles R 2191-3 et R 2191-16 du Code de la commande publique, le Titulaire a droit au versement d'une avance pour chaque commande si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

- la commande a une valeur supérieure à 50 000 € hors taxes ;
- la commande a une durée d'exécution supérieure à deux mois.

En application de l'article R 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de cette avance est fixé à 5% du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Ce taux est porté à 30% du montant toutes taxes comprises de la commande lorsque le titulaire du marché est une petite et moyenne entreprise (PME).

Le Titulaire peut renoncer au versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Conformément aux articles R 2191-11 et R 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la commande.

7.5. Paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R 2193-10 du Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600,00 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur est payé directement pour les prestations dont il assure l'exécution.

7.6. Paiement des co-traitants

Par application de l'article 12.1.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Par application de l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Par application de l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Article 8 : Obligations du Titulaire

8.1. Généralités

Les prestations sont effectuées sous la direction du Titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives (CCAP) et aux prescriptions du Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour l'exécution des prestations ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

Le Titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

Le titulaire s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché, soit parfaitement remplie ;
- respecter la confidentialité tant par lui-même que par ses collaborateurs permanents ou occasionnels, et à ne divulguer aucune information ;
- signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire est tenu personnellement responsable de tous les accidents, de quelque nature que ce soit, soit d'un défaut de soin ou de prévoyance ou soit d'un cas fortuit sur les sites de l'ARS Occitanie.

L'ARS Occitanie ne pourra pas être tenue responsable des négligences du titulaire.

La fourniture et l'entretien des véhicules et des matériels nécessaires sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

8.2. Obligations de résultat, de conseil et de qualité

Dans les circonstances normales d'exécution du marché, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations mis à sa charge. Il garantit à l'ARS Occitanie que les prestations demandées lui seront remises dans les délais impartis, dans les conditions décrites.

Le Titulaire a la responsabilité de livrer un service conforme aux stipulations des documents du marché.

A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu au plus large devoir de conseil, d'assistance et d'information envers l'ARS Occitanie et doit notamment attirer son attention sur toutes nouvelles obligations législatives ou réglementaires dans les domaines objet du marché.

Il a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens permettant de garantir la qualité des prestations réalisées ainsi que leur conformité aux exigences du marché.

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport à destination de l'administration qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Il doit notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler.

Le Titulaire dimensionne les ressources humaines pour permettre le bon déroulement des prestations requises dans le cadre du marché.

En cas de sous-traitance du marché, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le présent marché.

8.3. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le Titulaire se conformera aux prescriptions légales concernant la réglementation du travail (notamment en cas d'emploi de personnel de nationalité étrangère) et assurera la charge ainsi que l'exécution des obligations prévues par les lois sociales et fiscales en faveur ou du fait de son personnel, sans pouvoir exercer de son propre chef aucun recours contre l'ARS Occitanie.

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ARS Occitanie, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Cette demande vaut aussi pour les sous-traitants.

Si le titulaire est déjà inscrit, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (DGFIP, URSSAF...) pourraient déjà être déposées sur le compte.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

8.4. Obligations de discrétion, de sécurité et en matière de communication

Tous documents de quelque nature qu'ils soient (support papier, électronique ou autre) fournis par l'ARS Occitanie sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et soumis à l'article 29 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifié par l'article 34 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation de secret professionnel et à la faire respecter par son personnel.

Ainsi le titulaire s'engage notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par l'ARS Occitanie,
- ne pas utiliser ou communiquer les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord cadre, ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles ayant qualité pour en connaître,
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des documents au cours de l'exécution du présent accord cadre,
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations confiées par l'organisme pendant la durée de l'accord cadre.

Par ailleurs, chaque partie s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que soient maintenues confidentielles les informations techniques, commerciales ou financières communiquées comme telles par l'autre partie pendant l'exécution du contrat.

8.5. Traitement de données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, dit « règlement général sur la protection des données ».

Cf. annexe n°1 du CCAP : Clauses contractuelles de sous-traitance de données à caractère personnel à compléter et signer par l'attributaire au stade de l'attribution du marché.

8.6. Assurances

Le Titulaire du marché doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R321 et suivants du code des assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché. Cette assurance doit couvrir les pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du code civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

Le Titulaire du marché est tenu de présenter à la personne publique contractante, dans les sept jours qui suivent la notification, une attestation délivrée par la compagnie d'assurances, justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours. En cas de renouvellement du marché, cette attestation devra être présentée chaque année à la personne publique contractante.

L'attestation est déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ARS Occitanie, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le Titulaire est tenu d'informer l'ARS Occitanie de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

8.7. Sous-traitance

Les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Ces articles disposent notamment que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Le Titulaire du marché se trouve dans l'obligation de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur la totalité des sous-traitants auxquels il entend recourir et la part des prestations revenant à chacun d'eux.

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement conformément aux dispositions de l'article 7.5 supra, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les dispositions concernant le régime financier définies aux articles R2391-1 et suivants du code de la commande publique s'appliquent aux sous-traitants à hauteur du montant des prestations effectuées.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Si un sous-traitant non déclaré par le titulaire présente une facture, celle-ci sera refusée par l'administration.

8.8 : Clause relative à la laïcité et la neutralité du service public

L'Accord-cadre confie à son Titulaire l'exécution d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public,
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le Titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le Titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le Titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'il constate. Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance et des mesures qu'il a prises, ou entend mettre en œuvre, afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le Titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le Titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du Titulaire, à ses frais et risques dans les conditions prévues par le présent CCAP.

Article 9 : Suivi de l'exécution du marché

9.1. Information sur le suivi du marché

Pour les besoins de la mesure des résultats du marché, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au Titulaire, à tout moment, la communication de toute information, notamment statistique ou financière, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le Titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

9.2. Opérations de vérification - constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification se dérouleront conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

Admission :

Le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission permet au titulaire d'adresser sa facture au pouvoir adjudicateur dans les conditions définies par le présent CCAP.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point.

Par dérogation à l'article 30.2. du CCAG-FCS, la décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans le délai qu'elle mentionne. Le titulaire doit faire connaître

son acceptation dans un délai de trois jours ouvrés à compter de la notification de la décision par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus, de silence gardé par lui pendant ces délais, d'absence de mise au point ou de mise au point non conforme à la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur peut admettre les prestations avec réfaction ou les rejeter. Cette décision de rejet peut entraîner la résiliation pour faute du marché dans les conditions fixées au présent CCAP.

Réfaction :

Le pouvoir adjudicateur prononce une admission avec réfaction s'il remarque que les prestations sont mal exécutées mais peuvent être admises en l'état.

Le titulaire dispose de cinq jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

La réfaction correspond au montant des prestations non livrées ou mal exécutées, lequel est déduit de la facture émise par le titulaire.

Rejet :

Le pouvoir adjudicateur prononce le rejet des prestations s'il estime qu'elles sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction.

Le titulaire dispose de cinq jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

En cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet de la prestation effectuée, le représentant du pouvoir adjudicateur applique les pénalités prévues au présent CCAP, suivant les modalités prévues à ce même article. Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS, en cas de rejet, le titulaire peut être tenu d'exécuter à nouveau les prestations. La résiliation du marché aux torts du titulaire peut également être prononcée, conformément aux stipulations du présent CCAP.

9.3. Pénalités

Tout manquement du prestataire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont appliquées sur simple observation écrite de l'ARS sans mise en demeure préalable. Un décompte des pénalités est adressé au titulaire, qui est admis à présenter ses observations dans un délai d'un (1) un mois à compter de la notification du décompte.

Le montant de ces pénalités est décompté par l'ARS et est automatiquement déduit de la facture établie pour la prestation.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le prestataire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'ARS Occitanie de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du prestataire. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le prestataire est redevable de la totalité des pénalités dues.

La non-déduction des pénalités par le pouvoir adjudicateur ne peut pas être interprétée comme une renonciation à l'application des pénalités.

- Pénalité en application de l'article L.8222-6 du Code du Travail

Une pénalité pourra être appliquée au titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de ces pénalités sera de 10 % du montant du marché dans la limite des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

- **Pénalités de retard dans l'exécution des prestations**

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Retard dans la réalisation des mesures : dans le cas où les mesures ne sont pas réalisées dans la période chauffe/hors chauffe indiquée, il s'appliquera une pénalité de 1000€ par habitation concernée.

Retard dans la remise des livrables (rapport complet tel que décrit dans les articles 2.1.4 et 2.2.4 du CCTP) : Lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard. Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.
Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 150$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Pénalité en cas de retard dans la production de la synthèse relative à l'application de la clause environnementale : 150 € par mois de retard.

- **Pénalités pour non-présence à une réunion programmée :**

En cas de non-présence à une réunion programmée, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

Article 10 : Modifications du marché

10.1. Modification des caractéristiques administratives et juridiques de l'entreprise titulaire

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être notifiée à l'ARS Occitanie dans les meilleurs délais.

Les modifications concernées peuvent être relatives à la forme de l'entreprise, la raison sociale ou dénomination, l'adresse, le capital, le numéro de compte bancaire à créditer, etc...

L'ensemble des pièces demandées lors de l'attribution devront être produites.

En fonction de la nature de la modification, l'ARS Occitanie réalisera un avenant ou un certificat pour régulariser les modifications.

10.2. Modification des caractéristiques techniques du marché

Le marché peut être modifié selon les conditions suivantes (articles. L 2194-1 et R 2194-1 et suivants du code de la commande publique) :

- Lorsque les prestations non prévues initialement au marché sont devenues nécessaires et qu'un changement de Titulaire présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts ou soit impossible pour des raisons économiques ou techniques ;
- Lorsque la modification est rendue nécessaire pour circonstance imprévue et lorsqu'un nouveau Titulaire remplace le Titulaire initial de l'accord-cadre ;
- Lorsque les modifications ne changent pas la nature globale du marché, n'introduit pas des conditions non prévues dans la procédure de passation initiale et ne modifie pas l'équilibre économique de l'accord-cadre ;
- Lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial.

Les avis, propositions et décisions de l'ARS Occitanie sont notifiés par courriel.

Article 11 : Résiliation du marché

11.1. A l'initiative du Titulaire

En cas de résiliation du marché à l'initiative du Titulaire celui-ci sera astreint à des pénalités définies de la manière suivante :

- dès notification : la prise en charge financière des frais liés, d'une part, à la nouvelle procédure de marché, et, d'autre part, aux prestations définies dans l'ordre de service consécutif à la notification ;
- en cours d'exécution : la prise en charge financière des frais liés, d'une part, à la nouvelle procédure de consultation, et, d'autre part, aux prestations attendues pour les six mois suivants d'exécution du marché.

11.2. A l'initiative de l'ARS Occitanie

L'ARS Occitanie peut résilier de plein droit et à tout moment le marché dans les cas prévus au chapitre 7 du CCAG-FCS.

La résiliation de plein droit est prononcée après mise en demeure restée infructueuse dans les quinze jours suivants sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle ne donne lieu à aucun droit à indemnité pour le Titulaire et prend effet à compter de sa notification.

En cas de non prise en compte des évolutions technologiques majeures, d'évolution des techniques ou d'évolution d'ordre réglementaire et pour tous les cas motivés par l'intérêt général, l'ARS Occitanie se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité après un préavis de trois mois.

Par dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG/FCS, l'ARS Occitanie se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre, sans indemnité après mise en demeure préalable notamment dans les cas suivants :

- en cas d'absence de mise à disposition tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, des pièces et attestations prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail (article Art 8.3. du CCAP) ;
- après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents demandés au titre de l'offre et de ceux fournis au titre de la candidature ;
- en cas de non-respect de la réglementation relative au travail dissimulé ;
- en cas de manquement particulièrement grave ou répété à l'obligation de laïcité et de neutralité du service public, en application de l'article 8.8 du présent CCAP.

Par ailleurs, en cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché aux torts du Titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du Titulaire. Dans cette hypothèse, il est fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

La notification de la décision de résiliation du marché emporte résiliation des bons de commande en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

Article 12 : Langue

Tous les documents écrits remis par le Titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites et orales entre le pouvoir adjudicateur, le Titulaire et ses sous-traitants éventuels durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en langue française.

Article 13: Règlement des litiges

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article R2197-1 du code de la commande publique.

Selon son ressort territorial, le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable (CCIRA) compétent est :
Comité consultatif interrégional de règlement à l'amiable des litiges,

Place Félix Baret
CS 80001
13282 Marseille Cedex 06
Téléphone : +33 484354554
Télécopie : +33 484354460
Courriel : catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr

Les litiges ne trouvant pas de solution amiable relèvent du :

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
CS 99002
34063 MONTPELLIER cedex 2
Tél : +33 4 67 54 81 00
Fax : +33 4 67 54 74 50
Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 14 : Dispositions dérogatoires au CCAG-FCS

Les dispositions suivantes du présent CCAP dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG – FCS), arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO le 1er avril 2021) :

Article du CCAP	Nature de la dérogation	Article CCAG-FCS auquel il est dérogé totalement ou partiellement
3	Notification du marché	4.2.1. et 4.2.2
5.2.2	Révision des prix	10.2.2
9.2	Vérifications quantitatives et qualitatives, admissions	30.2 et 30.4
9.3	Pénalités	14, 14.1.1 et 14.1.3
11.2	Résiliation à l'initiative de l'ARS	38